



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 28/01/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS

18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN
92707 Colombes

Références : AN COV
Code AIOT : 0007402282
N° RVAT : 61982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS implanté 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 Colombes. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'action nationale est de contrôler, en inspection :

- les modalités de canalisation ou de captage des effluents de COV pour limiter les pollutions et réduire les émissions diffuses,
- les installations de traitement des COV,
- le respect des valeurs limites d'émission canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS
- 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 Colombes

- Code AIOT : 0007402282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Safran Transmission Systems travaille sur des pièces de moteurs d'avion et d'hélicopters dédiés à la transmission de puissance (carters, pignons...). La société Safran Transmission Systems fait de l'usinage de pièces et du traitement de surface par différents procédés chimiques et thermiques.

Les prescriptions techniques applicables au site sont définies par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 complété par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 définissant les garanties financières.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Surveillance des rejets – conformité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Demande d'action corrective	6 mois
3	Rejet d'azote sur le point Evolic	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.4.8.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Rejets dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.4.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Surveillance des rejets – valeurs d'émission	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
16	Cas particulier des installations utilisant des substances émettant des COV	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
19	Cas particulier des installations utilisant des substances émettant des	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	COV			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
7	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
8	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
9	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
11	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
12	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
13	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
15	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
18	Schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Préfectoral du 09/03/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant était dans une période de transition dans l'attente de l'arrivée du nouveau responsable Santé, Sécurité et Environnement.

C'est pourquoi certains documents n'ont pas pu être présentés pendant l'inspection et devront être adressés à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2024, Captation des émissions
Prescription contrôlée : <p>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bords doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> <p>Non-conformité constatée lors de l'inspection du 09/12/2024 : Par courriel en date du 28/11/2023, l'exploitant transmet les plans des rejets atmosphériques des bâtiments H et K. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le bâtiment H dispose de 80 points de rejet et que chaque point de rejet est relié à un émissaire. Parmi ces points de rejets, 5 permettent de capter et canaliser les émissions provenant des lignes de traitement de surface. Chaque ligne de traitement de surface dispose d'un émissaire.</p> <p>Le plan et la description des points de rejets faites par l'exploitant est cohérente avec ce qui est prévu dans l'arrêté préfectoral 2018-110 du 26/06/2018. Le point de rejet H9 n'est quant à lui plus opérationnel car il correspondait à une machine au perchloroéthylène qui a été retirée.</p> <p>Dans le bâtiment K, le point de rejet K1 correspond à la fontaine de dégraissage au white spirit.</p> <p>L'exploitant devra indiquer à quoi correspond le point de rejet K2 indiqué sur le plan. Ce point de rejet n'est pas prévu dans l'arrêté préfectoral précité.</p>
Constats : <p>Par courriel du 03/12/2024, l'exploitant indique que le point de rejet référencé K2 correspond à un poste de travail de retouche peinture équipé d'une hotte aspirante. La fréquence d'utilisation de ce poste de travail est d'une à deux fois par semaine pour une durée d'environ vingt minutes.</p> <p>Le contrôle de rejet n'a pas pu être réalisé lors de la campagne de mesures des émissions atmosphériques du 23 au 27 septembre 2024 par le prestataire « Bureau Veritas ». A la suite de la pose d'un chemin de câble sur la toiture, il n'est plus possible de se rendre sur le toit pour des raisons de sécurité.</p> <p>Une campagne de mesure spécifique sera réalisée en début d'année 2025 avec des moyens de levage adaptés. L'exploitant a indiqué que le bon de commande serait adressé courant janvier 2025 à l'inspection dès réception.</p> <p>Concernant l'absence de ce point de rejet dans l'arrêté préfectoral n° 2018-110 du 26 juin 2018, l'exploitant prévoit d'adresser à l'inspection un dossier de porter à connaissance portant sur les modifications notables relatives aux installations du site de STS en début d'année 2025 afin de régulariser la situation.</p> <p>Le plan des points de rejets dans les bâtiments H et K devra être mis à jour et daté notamment concernant les points H23 et H38.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra adresser à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• au 1er trimestre 2025, le bon de commande de la campagne de mesure spécifique des

rejets atmosphériques des points de rejet K1 et K2.

- courant 2025, transmettre à l'inspection un dossier de porter à connaissance portant sur les modifications relatives aux installations du site de STS afin d'intégrer le point de rejet K2 dans l'arrêté préfectoral n° 2018-110 du 26 juin 2018.
- au 1er trimestre 2025, mettre à jour et dater le plan des points de rejets dans les bâtiments H et K notamment concernant les points H23 et H38.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Art.58-IV de l'AM du 02/02/1998</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Non-conformité constatée lors de l'inspection du 08/12/2023 : Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques pour l'année 2023 ne relève pas de non conformité dans les paramètres et rejets contrôlés.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre une analyse au commentaire fait par le bureau Veritas aux résultats des contrôles réalisés sur le conduit H20/21 - four cémentation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 03/12/2024, l'exploitant indique que la cheminée du four de cémentation est atypique par rapport aux fours classiques pour lesquels les normes de mesure et réglementations de contrôle ont été établies. L'organisme ayant réalisé et analysé le prélèvement doit néanmoins respecter l'homogénéité des normes de mesure et de rendu de résultats ; de ce fait, ils ont été contraints de commenter les mesures par rapport à des résultats plus classiques de fours ordinaires.</p> <p>Le four de cémentation n'est pas un four classique, à combustion et évacuation continue, car la cheminée est plus un événement qu'une sortie à émission continue. Une fois stabilisé, ce qui s'échappe du conduit est de très petite taille et a un volume très faible.</p> <p>Habituellement, sur une évacuation continue, la vitesse mesurée est conséquente, ce qui donne un débit assez fort pour être quantifié avec précision. On peut mesurer une concentration en polluants dans des gammes classiques, et ainsi calculer un flux qui est la multiplication du débit par la concentration (milligramme par mètre cube x mètre cube par heure = milligramme par heure).</p> <p>Dans le cas présent, l'organisme a constaté un débit extrêmement faible, couplé à une concentration très forte, qui dépassait la gamme d'étalonnage de l'analyseur. Cela a conduit l'organisme à « déclasser » la valeur mesurée, signifiant que cette valeur dépasse la gamme étalonnée, mais sans garantir la précision de celle-ci. La concentration étant associée à un flux quasi-nul, il n'y a pratiquement pas de débit de polluant, donc pratiquement pas de pollution.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce point de rejet était donc considéré comme un événement et non comme un point de rejet, il ne peut donc respecter les dispositions générales de l'article 3.2.1 de l'arrêté précité en matière de vitesse d'éjection des rejets atmosphériques. Ainsi dans un porté à connaissance qui sera adressé à l'inspection en 2025, l'exploitant demandera le retrait des points H20-21 de la liste de son arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Courant 2025, l'exploitant devra adresser à l'inspection un porté à connaissance demandant le retrait des points H20-21 de la liste de son arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois
N° 3 : Rejet d'azote sur le point Evolic
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.4.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VLE Azote Global : 150 mg/l</p> <p>-----</p> <p>NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.4.8.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018, les rejets aqueux de l'installation ne respectent pas les VLE fixées. L'exploitant doit prendre des mesures correctives afin de respecter les VLE.</p> <p>NC constatée lors de l'inspection du 08/12/2023 :</p> <p>Les résultats de l'auto-surveillance enregistrés dans GIDAF pour les eaux souterraines montrent toujours un dépassement de la VLE en azote pour le point de rejet Evolic.</p> <p>L'exploitant explique que ces dépassements récurrents sont liés aux eaux sanitaires. L'exploitant devra démontrer l'absence de contamination de ce point de rejet par des effluents industriels.</p> <p>Par ailleurs, contrairement à ce qui a été dit en réunion la caractérisation des effluents (DCO/DBO proche de 3) peut correspondre à des eaux vannes.</p> <p>Dans le cas où il s'agirait uniquement d'eau vanne, une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation pourra être acceptée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour démontrer l'absence de contamination par des effluents industriels du point de rejet Evolic, l'exploitant prévoit de faire réaliser en début d'année 2025 une série d'analyses basées sur des critères physico-chimiques, biologiques et microbiologiques. L'objectif est de confirmer qu'il n'y a aucune substance potentiellement polluante, comme des produits chimiques, des hydrocarbures, des graisses ainsi que des métaux lourds. Ces analyses devraient permettre de démontrer l'absence d'eaux résiduaires dans le rejet.</p> <p>L'exploitant indique qu'une solution serait de mettre en place un réseau séparatif eaux usées / eaux pluviales avant Evolic mais cela n'étant pas une obligation réglementaire et sa mise en œuvre technique étant complexe du fait des différences de niveaux, l'exploitant indique qu'il s'orientera plutôt vers une demande de modification de son arrêté préfectoral avec retrait de ce point de rejet si celui-ci s'avère n'être uniquement constituée que d'eau vanne.</p> <p>L'exploitant devra adresser à l'inspection dès réception les résultats des analyses ainsi qu'une note sur les actions envisagées suite à ces résultats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra adresser à l'inspection dès réception les résultats des analyses ainsi qu'une note sur les actions envisagées suite à ces résultats.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rejets dans une station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.4.8.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous définies :			
Paramètre	Code SANDRE	Fosse point Kleber	Fosse point Evolic
		Concentration maximale (mg/l)	Concentration maximale (mg/l)
DCO	1314	2000	2000
DBO5	1313	800	800
MES	1305	600	600
Chrome hexavalent (en Cr ⁶⁺)	1371	0,05	
Chrome total et ses composés (en Cr)	1389	0,5 (0,1**)	-
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	2	-
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,5 (0,15**)	-
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,5 (0,2**)	-
Fer et Aluminium et composés (en Al + Fe)	7714	5	-
Etain et ses composés (en Sn)	1380	2	-
Titane total et ses composés (en Ti)	1373	1	-
Cyanures libres (en CN ⁻)	1084	0,1	-
Azote global	1551	150	150
Phosphore total	1350	50	50
Indice hydrocarbures (1)	7009	10	10
AOX (composés organochlorés)	1106	5	-
Fluorures (en F ⁻)	7073	15	-
Teneur en phénol (2)	1440	0,1	-
Sulfates	1338	2000	-

Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,1 (0,025**)	-
Manganèse total et ses composés (en Mn)	1394	1	-
Chlorures (3)	1337	2000	-
Tetrachloro-éthylène *	1272	0,1 (0,025 **)	-

Constats :

L'exploitant a transmis via l'interface GIDAF les rapports d'essais des prélèvements d'eaux souterraines pour le 1er Semestre 2024. Une non-conformité au niveau du PZ1 avec un dépassement en trichloroéthylène (21 microgr.l > VLE 10) a été analysée.

Au niveau des résultats d'autosurveillance des eaux résiduelles pour la même période une non-conformité sur le débit est indiquée (expliqué par une forte pluie le jour des prélèvements).

Des non-conformités sur les points de prélèvement Kleber (Nt, indice phénol, couleur apparente) et Evolic (couleur apparente et Nt) sont également en cours d'analyse par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre les éléments d'explication de ces dépassements ainsi que les actions mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Comme constaté dans le PC1, l'exploitant devra mettre à jour les plans des émissaires du site, dater ce plan et le cas échéant, en cas d'écart entre la réalité et l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, adresser à l'inspection un porter à connaissance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra adresser à l'inspection un plan des émissaires mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, ...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant indique ne pas être concerné par le stockage de produits pulvérulents pouvant être à l'origine d'émissions diffuses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des fumées - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une gamme de maintenance est mise en place par l'exploitant pour assurer l'entretien des installations de traitement des fumées et gérée par le système GMAO. La gamme décrit pour chaque extracteur les opérations à mener. Ces actions sont mises en oeuvre une fois par an pendant les périodes de coupure usine. L'exploitant indique qu'un système d'asservissement à une alarme est en cours d'étude pour les équipement de mesures en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : L'exploitant indique que des rondes quotidiennes du service maintenance sont réalisées pour vérifier le bon fonctionnement des aspirations. Les vérifications se font par contrôle visuel, olfactif et mesure du pH des solutions. Les opérateurs sur les machines peuvent également faire remonter tout dysfonctionnement ou anomalie constatés. En cas de dysfonctionnement, un courriel est adressé au responsable SSE du secteur. Un stock de sécurité de pièces détachées est disponible sur toutes les machines critiques afin de pouvoir remplacer les pièces défectueuses des aspirations. L'ensemble des actions et dysfonctionnements est enregistré dans la GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
Constats : Des kits antipollution sont à disposition sur les différents ateliers et à l'extérieur sur le site en cas de déversement. Dans le cas des aspirations équipés de filtres à charbon, une réserve de pièces de rechange est disponible dans l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traitement des fumées - consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...] - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant présente la procédure de gestion des situations d'urgence aux traitements de surface et la procédure périodique des laveurs de gaz. L'exploitant indique que des procédures concernant le système de traitement des fumées existe et sera adressée à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra adresser à l'inspection les procédures concernant le système de traitement des fumées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Traitement des fumées - disponibilité documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes et documents
Prescription contrôlée : Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'ensemble des documents est tenu à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les contrôles annuels réglementaires sont réalisés par Bureau Veritas Exploitation SAS, organisme agréé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance des rejets – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejet, prélèvement
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Par courriel en date du 03/12/2024, l'exploitant transmet les résultats du dernier contrôle des émissions atmosphériques réalisés entre le 23/09/2024 et le 27/09/2024. Les mesures sont effectuées une fois par an par Bureau Veritas Exploitation SAS pour les prélèvements et Eurofins pour les analyses, respectivement agréé et accrédité. Le laboratoire Eurofins Analyses de l'air présente une accréditation COFRAC N° 1-6925 valable jusqu'au 30/11/2029. Notamment cette accréditation couvre bien les analyse Cr VI mais pas l'analyse du cyanure. l'exploitant devra réaliser le suivi de ce rejet atmosphérique par un laboratoire agréé ou s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des rejets – valeurs d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejet, VLE
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : Les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.
Constats : Par courriel en date du 03/12/2024, l'exploitant transmet les résultats du dernier contrôle des émissions atmosphériques réalisés entre le 23/09/2024 et le 27/09/2024. L'inspection constate que certains points de rejets n'ont pas été contrôlés. L'exploitant indique ne pas savoir pourquoi et que les contrôles seront reprogrammés en janvier 2025 et s'assurera que la personne de Bureau Veritas soit accompagnée pour vérifier que tous les points de rejets soient analysés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection courant janvier le bon de commande des mesures de surveillance des rejets atmosphériques ainsi que le rapport d'analyse dès réception. Cela correspondra à une répétition de la campagne 2024 incomplète. La campagne 2025 sera programmée de manière indépendante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel en date du 03/12/2024, l'exploitant transmet les résultats du dernier contrôle des émissions atmosphériques réalisés entre le 23/09/2024 et le 27/09/2024. Aucune non-conformité n'est relevée par le laboratoire Eurofins Analyses.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites en concentrations dans les rejets atmosphériques et les valeurs limites des flux de polluants rejetés en COV :</p> <p>Les points de rejets K1, H3, H7, H8, H11, H12, H20-21, H29, H38 doivent respecter les valeurs limites en concentrations dans les rejets atmosphériques et les valeurs limites des flux de polluants rejetés, suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés non méthanique est de 110 mg/m³ si le débit massique horaire total dépasse 2 kg/h ; - La valeur limite pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68 est de 20 mg/m³ si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. - Valeurs limites d'émission en COV en cas d'utilisation de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60 OU R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 OU R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994. <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.</p> <p>Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, des dispositions particulières sont prises pour limiter et quantifier les émissions diffuses : capotages, recyclages et traitements, maîtrise des pressions relatives, etc. La valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre la liste des COV CMR et COV halogénés (à mentions de danger H341 ou H351, phrase de risque R40 et R68). En effet, le rapport d'analyse des rejets atmosphériques fait état de COVT et COVNM. Par ailleurs le respect des VLE est à acter mesure par mesure et non pas par la moyenne des 3 mesures réalisées par le bureau de contrôle comme cela semble être le cas dans le rapport réglementaire 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection la liste des COV CMR et COV halogénés. Par ailleurs le respect des VLE est à acter mesure par mesure et non pas par la moyenne des 3 mesures réalisées par le bureau de contrôle comme cela semble être le cas dans le rapport réglementaire 2024. L'exploitant devra également indiquer où en est le remplacement de la seconde machines fermées de dégraissage utilisant du perchloroéthylène qui était prévu en 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.4.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N pour une consommation supérieure à 30 tonnes et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, son plan de gestion de solvants simplifié (PGS) 2023 via l'interface GEREP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre : <ul style="list-style-type: none">• en lien avec I1 : un tableur indiquant l'ensemble des produits achetés comportant la part de solvant contenu dans chaque produit. Les fiches techniques et FDS seront également transmises pour chaque produit.• en lien avec I2 : les techniques de régénération interne de solvants.• en lien avec O5 : les modalités de traitement des solvants (au niveau aqueux et atmosphérique)• en lien avec O6 : les bordereaux d'analyses ayant permis de déterminer la part de solvants contenus dans les déchets (justificatif pour chaque type de déchets). Par ailleurs, l'exploitant devra expliquer le fait que la quantité de solvants mise en oeuvre est supérieur aux sorties ($I1 > O5 + O6$).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Schéma de maîtrise des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2022, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Schéma de maîtrise des émissions
Prescription contrôlée : Un article 3.2.4.3 est ajouté à l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 : « Article 3.2.4.3 : Schéma de maîtrise des émissions Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au deuxième alinéa de l'article 3.2.4.1 et au sixième alinéa de l'article 3.2.4.1 ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après. Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation. Le schéma de maîtrise des émissions est réalisé conformément à la circulaire du 23 décembre 2003 relative aux Installations classées. Schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils. »
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, son schéma de maîtrise des émissions (SME) 2023 via l'interface GEREPE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Cas particulier des installations utilisant des substances émettant des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Les valeurs limites d'émissions diffuses ne comprennent pas les solvants, vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement. Ce taux est ramené à 10 % pour les solvants visés aux points b et c si la consommation de ces solvants est supérieure à 5 t/an.
Constats : L'exploitant indique qu'il transmettra ces informations à l'issue de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra indiquer à l'inspection le flux annule des émissions diffuses et justifier dans le cas où ce flux serait supérieur à 15% de la quantité de solvants utilisées pour l'ensemble des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois